

ILS SE SONT ATTAQUÉS À UN COMMISSARIAT ET À DES CITOYENS

Une centaine de malfrats sous mandat de dépôt à Annaba

Au lendemain de la grave attaque à l'aide d'armes blanches et de gourdins sur de paisibles citoyens sur le cours de la Révolution, lieu mythique du centre-ville de Annaba, par une meute de malfrats encagoulés dont la majorité était sous l'effet de stupéfiants (kif et psychotropes), la Sûreté de wilaya de Annaba a procédé à l'interpellation d'une dizaine de mis en cause.

Cette interpellation a été effectuée dans le cadre d'une opération coup-de-poing de la police, menée par le chef de Sûreté de wilaya, elle a eu pour cadre la Vieille-ville qui, de par la vétusté des nombreuses demeures s'y trouvant, est constamment squattée par des gens en grande partie étrangers aux lieux, aux dires des habitants de cette partie de l'antique Hippone.

Présentés à la justice hier lundi, les interpellés ont été placés sous mandat de dépôt par le juge instructeur pour constitution de bandes de malfaiteurs, agressions, vols et destruction de biens d'autrui notamment.

La «descente punitive» contre les biens et les personnes de ces

adeptes d'une nouvelle forme de criminalité fait suite à l'arrestation de l'un des leurs pour plusieurs méfaits punis par la loi. Ils ont attaqué le commissariat du 2^e arrondissement situé à la Vieille-ville pour l'extraire des mains des policiers. N'ayant pas réussi à le faire, ils se sont retournés contre de simples citoyens dont certains accompagnés de leurs familles, prenant tranquillement leurs boissons ou crèmes glacées au niveau du cours de la Révolution réputé pour ses crémeries qui ne désemplissent pas et restent ouvertes tard dans la nuit durant chaque saison estivale.

De leur côté, les gendarmes de la compagnie de Rezgui-Rachid, ex-St-Cloud, ont réussi à maîtriser deux



Photos : DR.

bandes de malfaiteurs qui écumait les localités secondaires d'Es Sarouel, Chabia, El Qaria et Oued Nil. Ces dangereux délinquants dont

plusieurs récidivistes, récemment libérés de prison dans le cadre des mesures de grâce présidentielle, armés d'épées, machettes, couteaux

et gourdins, s'en prenaient, en plein jour, à toute personne empruntant les routes de ces localités. Elle ne sortira indemne qu'après avoir payé «la dime».

Ainsi, ils sont à l'origine d'une trentaine d'agressions de personnes souvent blessées pour les terroriser et les pousser à remettre ce qu'elles ont comme argent et autres objets de valeur. Comme ils comptent à leur actif une dizaine de cambriolages d'appartements. On est carrément revenu au temps du brigandage connu au Moyen Age, commente-t-on à Annaba.

Sur les quatre bandes signalées dans ces parages, les membres de deux d'entre elles ont été mis hors d'état de nuire par les gendarmes de Annaba alors que ceux des deux autres sont activement recherchés.

Présentés à la justice dimanche et lundi, huit malfaiteurs ont été placés sous mandat de dépôt.

A. Bouacha

PORT DE BÉJAÏA Démantèlement d'un vaste réseau de trafic de marchandises

Un vaste réseau de contrebande de marchandises a été démantelé, le week-end dernier, au vieux port de la capitale des Hammadites, et ce, grâce à la vigilance de la nouvelle inspection douanière. A la clef, 4 conteneurs de 40 pieds, provenant de Marseille (France), bourrés de marchandises, dont la valeur provisoire dépasse d'ores et déjà 10 milliards de centimes et composées de tous types d'articles, dont des lots de pièce détachée usagée de véhicules lourds et légers, des portables de marque (iPhone, Blackberry, etc.) dont la quantité avoisine les 5 000 pièces, des produits cosmétiques de grande marque, une centrale de climatisation, dotée de 36 compresseurs industriels, des scooters, des vélos, des machines à coudre, des chauffages à gaz et un lot considérable de vêtements, ont été saisis au cours de cette spectaculaire opération. Celle-ci a mobilisé, selon la direction des douanes, une grande partie des effectifs de l'inspection, pour le décompte des quantités réelles, l'évaluation des marchandises et la détermination du préjudice que le Trésor public a failli subir.

L'importation frauduleuse de ces importantes quantités de marchandises a été tentée par quatre ressortissants algériens, basés dans la banlieue parisienne, dans le cadre du changement de résidence (CCR). Les procédures relevant des domaines du contentieux et de la justice sont en cours d'établissement, avons-nous appris auprès de l'inspection des douanes du port de Béjaïa.

Une enquête a été immédiatement diligentée par les services compétents afin de déterminer les tenants et les aboutissants de cette affaire et déterminer d'éventuelles complicités.

Kamel Gaci

APRÈS UNE BAGARRE GÉNÉRALE SUIVIE DE GRAVES AGRESSIONS PHYSIQUES

La population se mobilise encore une fois à Belouizdad

Les habitants de la rue Mohamed-Benzineb, à Belouizdad, se sont mobilisés hier et avant-hier pour dénoncer une fois encore l'insécurité et le vandalisme qui ravagent depuis quelque temps ce quartier de la capitale.

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - Tout a commencé ce dimanche dans la soirée, lorsque deux familles du quartier Belcourt se sont rudement affrontées dans la rue. La situation a rapidement dégénéré et la violence a atteint son paroxysme et les voisins ont dû intervenir pour calmer les deux parties. Mais cause perdue, puisque les semeurs de troubles ont redoublé d'agressivité et l'un d'eux a grièvement blessé d'un coup de barre de fer à la tête un jeune qui

tentait de calmer les esprits. Selon ces voisins, le jeune agressé est actuellement hospitalisé au CHU Mustapha-Pacha. Le combat mortel auquel se sont livrées les deux familles en question était des plus choquants, selon des citoyens approchés par le *Soir d'Algérie*. «A un certain moment, moi-même, qui n'étais pourtant pas concerné par le conflit, j'ai eu grandement peur et j'ai dû quitter illico presto le quartier, car les deux parties ne semblaient épargner plus personne. Je n'ai même pas pu rentrer chez-moi car les insultes fusaient de partout et je ne pouvais supporter d'entendre ce genre de vulgarité en compagnie de ma famille», dira un jeune habitant du quartier. Juste après la rixe, les habitants de la rue Mohamed-Benzineb ont décidé de se regrouper et se rendre au commis-

sariat de police de proximité. «Nous avons exigé à ce que l'agresseur soit immédiatement arrêté et qu'il soit mis fin aux actes de violence et de vandalisme qui ravagent notre quartier. L'insécurité rythme notre quotidien qui est devenu, à force de laxisme, insupportable, voire invivable», ajoute la même personne. Contactée, la cellule de communication de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) a affirmé qu'une large opération de recherche a été lancée pour arrêter l'agresseur en fuite. «Les éléments de Sûreté de daïra de Hussein Dey se sont mobilisés aujourd'hui (lundi, ndlr) pour s'enquérir de la situation et des ordres strictes ont été donnés pour arrêter dans l'immédiat l'agresseur en fuite», dira un élément de la cellule de communication de la DGSN.

M. M.

TIPASA-MATARÈS

Une baignade nocturne tourne au drame

Ils étaient quatre adolescents dont la moyenne d'âge ne dépassait pas 18 ans en cette journée du 26 août 2012, à enfourcher leurs motos pour fuir la chaleur torride qui sévissait dans la ville de Boufarik. Ils prirent la décision d'aller se baigner dans un site haut de gamme avec des plages surveillées. Ils optèrent pour le centre touristique de Matarès, situé au cœur de Tipasa.

Arrivés aux environs de 16h, ils s'offrirent un bon repas et une heure après, ils se jetèrent à la mer, à la surprise généra-

le des autres baigneurs. En effet, la mer était agitée et les pompiers avaient arboré le drapeau rouge, bien que cette plage soit surveillée. Les ébats et les débats avec les grosses vagues de la mer déchaînée n'ont pas inquiété ces baigneurs. Ces quatre jeunes, le temps de manger à 19h30 plongèrent de nouveau dans le creux des vagues menaçantes, malgré les conseils des maîtres-nageurs, qui les informèrent qu'au-delà de 19 h, la surveillance de la plage n'est plus assurée. Ces jeunes criaient à tue-tête. De joie ? De bonheur ? Ou bien pour demander assistance. Personne ne le saura.

Déjà deux d'entre eux ont disparu au creux des énormes vagues pour ne plus revenir, tandis que les autres se débattaient. Des baigneurs noctambules, ayant entendu les appels de détresse, s'empressèrent d'alerter la Protection civile.

Heureusement, l'unité des pompiers était toute proche. Un zodiaque et une ambulance furent dépêchés. Mais c'était déjà trop tard. Deux corps furent repêchés et réanimés in extremis.

Le troisième corps, repêché plus loin, n'a pu être sauvé tandis que le quatrième corps disparu reste introuvable à ce jour.

Larbi Houari

Précisions

Suite à l'article «Cité Saddam-Hussein de Boufarik, coopérative ou promotion immobilière ?» paru dans le quotidien *Le Soir d'Algérie* en date du dimanche 5 août 2012 et pour répondre aux allégations du promoteur Ali Abersi, j'apporte ci-après les justificatifs me semblant nécessaires :

1- Pour ce qui est de l'affaire portée en justice, jugée en date du 8 juin 2009 sous le n°09/2680 par le tribunal de Boufarik et dont je serais débouté, je tiens à informer l'opinion que l'affaire a été jugée en ma faveur et M. Ali Aber-

si a été condamné à me régler la totalité de l'avance que je lui ai versée [6 500 000,00 DA], en plus des dommages et intérêts [3 000 000,00 DA] avec il est entendu, les frais d'huissier [241 574,00 DA].

Ces sommes ont été versées par M. Ali Abersi auprès de l'huissier de justice Belakraa Abdelkrim sis à Boufarik et j'ai pu ainsi récupérer mon argent auprès dudit huissier [chèques certifiés CNEP].

2- Le terrain initialement frappé d'incessibilité et du respect du cahier des charges, acquis

pour le montant de 1 072 500,00 DA par le propriétaire Soitex, a été nanti par le notaire M° Benmokhtar en faveur de la SNC Abersi.

C'est ainsi que la SNC Abersi a pu bénéficier d'un crédit de financement de 100 000 000 DA auprès du CPA, soit pratiquement 100 fois la valeur du terrain.

3- Certains acquéreurs ont demandé des crédits pour l'achat de leur appartement [coopérative]. Leurs dossiers ont été rejetés par le CPA et la CNEP. Ces acquéreurs se sont rabattus sur la BNA Boufarik qui, pour des raisons de

seuil de crédit de l'Agence, ont réparti les dossiers sur trois agences [BNA Boufarik, Koléa et El-Affroun] De ce qui précède, de faux actes de propriété ont été délivrés aux intéressés par M° Benmokhtar, actes enregistrés au niveau de la Conservation foncière de Boufarik avec les références de l'acte du terrain, propriétaire de la Soitex. Cette affaire est en justice auprès du tribunal de Boufarik. Elle suit son cours.

Ce sont là les éclaircissements que je tenais à apporter.

M. Djilali Hammar